

Questions orales

M. Clark: C'est une excellente suggestion et nous allons sûrement y donner suite. Cela rallierait les chefs de gouvernement à l'initiative que notre gouvernement a déjà prise en Iran.

M. MacEachen: Étant donné que la situation en Iran se dégrade d'heure en heure et surtout que la marine américaine a accru ses forces d'intervention en augmentant le nombre de ses porte-avions et compte tenu, finalement, de l'absolue imprévisibilité de ce qui pourrait survenir en Iran, le premier ministre ne croit-il pas qu'il est nécessaire maintenant de rappeler d'Iran tout le personnel canadien qui s'y trouve?

M. Clark: Nous nous préoccupons évidemment de la sécurité des Canadiens en poste en Iran. Nous savons aussi que le Canada peut jouer un rôle dans ce pays et qu'il ne peut le jouer avec efficacité que s'il y est représenté. Nous sommes d'avis, pour l'instant du moins, qu'il est nécessaire pour le respect du droit international et la recherche d'une solution au problème iranien que les Canadiens qui représentent notre pays là-bas restent à leur poste.

* * *

STATISTIQUE CANADA

LA PRÉTENDUE ERREUR DE CALCUL DANS LES PAIEMENTS DE PÉRÉQUATION

M. Mark Rose (Mission-Port Moody): Monsieur l'Orateur, c'est au ministre des Finances que je m'adresse. Selon des renseignements récents, au cours d'une réunion interministérielle, on aurait découvert une erreur de 60 millions de dollars dans les prévisions de Statistique Canada concernant les revenus du travail en Colombie-Britannique, erreur qui aurait faussé le calcul des paiements de péréquation aux différentes provinces. Le ministre a-t-il décidé de faire le nécessaire pour recouvrer les fonds ou de verser de l'argent à certaines provinces pour remédier aux conséquences de cette erreur?

L'hon. John C. Crosbie (ministre des Finances): Je n'étais pas au courant de cette erreur. S'il y a eu erreur, je n'en ai pas été informé. Si il y a eu effectivement erreur, nous ferons le nécessaire pour la corriger. J'ajouterai qu'à propos des programmes fédéraux-provinciaux, on découvre souvent des erreurs, et on élabore souvent de nouvelles prévisions ou de nouveaux calculs au fur et à mesure que le temps passe. Il faut d'habitude deux ou trois ans pour régler définitivement ces comptes.

● (1430)

M. Rose: Monsieur l'Orateur, puis-je poser ma question supplémentaire au président du Conseil du Trésor? Puisqu'au cours des dernières années les critiques contre cet organisme et ses activités ont augmenté plutôt que diminué, le ministre a-t-il l'intention de chercher à savoir comment une erreur d'une telle ampleur a pu se produire, et est-il prêt à dire à la Chambre ce qu'il compte faire pour veiller à ce que cela ne se reproduise pas à l'avenir?

[M. MacEachen.]

L'hon. Sinclair Stevens (président du Conseil du Trésor): Monsieur l'Orateur, en réponse au député, je signale, ainsi que l'a fait mon collègue le ministre des Finances, que le problème découle généralement de ce que les chiffres préliminaires sont rectifiés lorsqu'on dispose des chiffres définitifs. Le député a dit que Statistique Canada éprouve certaines difficultés. J'ai déjà déclaré à la Chambre que mes collaborateurs étudient actuellement ces difficultés et que nous ferons une déclaration à la Chambre à ce sujet en temps opportun.

M. Rose: Monsieur l'Orateur, étant donné la situation apparemment déplorable de cet organisme économique absolument essentiel, le président du Conseil du Trésor a-t-il l'intention d'instituer une enquête parlementaire complète sur les activités de Statistique Canada?

M. Stevens: Monsieur l'Orateur, nous n'avons pas l'intention de recommander une enquête parlementaire complète sur Statistique Canada pour le moment, mais il pourrait être utile de procéder à un examen de cet organisme en ayant recours, par exemple, aux services d'une société d'experts en gestion pour établir quels problèmes d'administration, de personnel et d'organisation se posent, s'il en est.

* * *

[Français]

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA POSSIBILITÉ D'ÉVACUER LES CANADIENS DE L'IRAN—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. Fabien Roy (Beauce): Monsieur l'Orateur, j'aimerais revenir un peu sur les questions qui ont été abordées par le chef de l'opposition et le leader de l'opposition à la Chambre relativement au conflit américano-iranien. J'aimerais demander à l'honorable premier ministre, puisqu'il vient de déclarer que le gouvernement ne songe pas à rapatrier les ressortissants canadiens qui sont en territoire iranien, si toutes les mesures ont été prises, de façon à garantir leur évacuation en toute sécurité, si jamais cela devenait nécessaire.

Le très hon. Joe Clark (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je peux assurer l'honorable député que nous avons pris toutes les mesures disponibles que l'on sait. Il y a plusieurs mois maintenant, nous avons aidé à l'évacuation de Canadiens qui ont choisi de quitter l'Iran. Nous avons décidé, comme je l'ai dit plus tôt, que c'est valable pas simplement pour le Canada mais pour le monde d'avoir des représentants canadiens en Iran, pour essayer de jouer un rôle en vue peut-être de résoudre la situation.

M. Roy (Beauce): Je comprends la proposition ou la décision du gouvernement à laquelle je souscris d'ailleurs. J'ai bien demandé au très honorable premier ministre si des mesures étaient prises au cas où cela deviendrait nécessaire et j'aimerais savoir s'il y a eu des ententes aussi ou des pourparlers avec les puissances alliées ou amies pour s'assurer que les engagements pris soient respectés de part et d'autre.